

SYNDICALISME DE TRÈVE, CORPORATISME DE COMBAT...

Survolté par une atroce inquiétude, M. Debré (Michel), Premier ministre «gouverné», a alerté M. Georges Villiers, président du *Conseil National du Patronat français* (C.N.P.F.).

Par une lettre du 6 mars dernier, il ordonnait aux chefs d'entreprises de limiter à 4% le rythme des augmentations de salaires.

Selon lui, dans des secteurs et pour certaines régions, la hausse des salaires a dépassé les progrès et les profits (sic) de la productivité. Ces errements constituaient une double menace d'ordre économique et social. Le Plan («ce gigantesque renouvellement en cours», comme dit modestement le grand Charles), risquait ainsi de s'effondrer.

Devant une aussi angoissante perspective le C.N.P.F. a demandé formellement aux employeurs d'appliquer la consigne gouvernementale.

Pas régulier M. Georges Villiers. En rendant publique cette lettre Debré, il a «débiné le truc». C'est une violation des lois du milieu, en général très discret, du monde des «Affaires».

Cette publicité vraiment fâcheuse, a provoqué quelques remous. Des organisations syndicales ont fort courtoisement protesté. Par hasard et pour la forme.

En d'autres temps, cette collusion, officiellement déclarée et cyniquement affichée, aurait fait du bruit. Maintenant, c'est différent. On a de bonnes manières. «On» est pas des paysans bretons, voyons!

... En lisant cette fameuse lettre et le communiqué du C.N.P.F., ma première réaction fut positive, mais banalement saine: «Les salauds»... Net. Précis...

Puis, à la réflexion, je fus pris d'inquiétude, comme ces Messieurs. Nous savons tous que: la «PATRIE», c'est les «Affaires»; alors si ces dernières ne pouvaient supporter plus de 4% de revalorisation de salaires, dans l'année, ça allait mal! La Nation était en danger et le Plan, aussi. Connaissant le Patriotisme «éclairé» de nos gouvernants et de notre patronat, il n'en fallait pas douter.

Angoissé, j'ai fiévreusement fouillé dans mes «archives» économiques et financières pour me rendre compte...

Après cette saine lecture des résultats du bilan de grosses sociétés, avec la cotation ascendante de leurs actions en Bourse, j'ai retrouvé le sourire. Il y a de l'optimisme fervent et persistant dans ce temple religieux du veau d'or. «Le développement des investissements étrangers en France». «L'afflux des capitaux sur le marché de Paris, provenant souvent de rapatriement massifs d'Algérie», c'est bon tout ça!

Après avoir pris connaissance des chiffres d'affaires (officiels) de puissants établissements, de leurs bénéfices nets (déclarés), des dividendes augmentés, de la distribution gratuite d'actions, etc... etc... on se dit que, tout de même, il y en a qui ne s'embêtent pas...

Pour eux, il n'y a pas de 4% à craindre...

M. Debré (Michel) exagère. Il en raconte de «bien bonnes», que nous trouvons mauvaises.

Si la place ne manquait pas dans «Le Monde Libertaire», il serait intéressant d'y présenter les résultats du bilan de dizaines de sociétés, exercice 1960... Il y a plus de 500 grosses firmes! Toutes sont en pleine expansion... Parole!

C'est bien instructif une telle documentation et ça explique tant de choses!

La *Banque de Paris et des Pays Bas* (une vieille connaissance) est optimiste à bon droit. Dans le rapport présenté à son *Assemblée générale ordinaire* du 18 mai dernier, elle déclare: «*Cette année 1960 a montré, une fois de plus, qu'il n'y avait pas d'incompatibilité entre la prospérité économique et la stabilité monétaire*»... «*c'est un impératif absolu pour la France de poursuivre résolument une politique d'expansion sans rien sacrifier de la rigueur financière qui a permis le magnifique redressement réalisé*», etc...

Sous le couvert de la politique actuelle, par les directives du plan, une immense concentration capitaliste s'opère. Des fusions se font entre sociétés, ou groupes. Ce mouvement se développe rapidement, surtout au profit des magasins à succursales multiples. En décembre 1960, dans la Seine, 770 détaillants indépendants ont cessé leur commerce, 1.100 points de vente nouveaux ont été créés par les «*succursalités*».

Banques et sociétés coloniales (*Française de l'Afrique occidentale, Société commerciale de l'Ouest africain*) donnent leur concours financier à cette orientation nouvelle de la distribution.

Un autre exemple, dans un domaine différent. Saint-Gobain produit la moitié de la verrerie en Europe. C'est aussi le premier producteur d'engrais en France. Est étroitement associé à Péchiney d'une part et Shell d'autre part (matières plastiques et industrie pétrochimique). A une filiale, en plein développement: la *Cellulose du Pin*, qui vient d'absorber: *Les Papeteries de Roquefort* et *La Landaise de la Cellulose*. (Le chiffre d'affaires de la *Cellulose du Pin*: 47 millions de NF en 1959 et 93 millions de NF en 1960).

Saint-Gobain contrôle ainsi une grande partie de l'Industrie papetière. Saint-Gobain assure son concours à l'industrie nucléaire et fabrique, en association, avec d'autres firmes, différents types de combustibles nucléaires. Prête son concours au *Commissariat à l'énergie atomique*.

Après ça, comme dit Charles le Grand: «*Vous voyez ce que je veux dire*»...

Les supermarchés sont encore une autre forme de concentration; mais il y aurait tant à dire.

Le plan permet donc et favorise les grosses affaires, les grands investissements, avec de considérables bénéfices. De plus le *Marché commun* offre des possibilités immense et nos capitalistes sont de fervents Européens...

Du côté entreprise privées donc situation florissantes et les investissements ne manqueront pas pour l'expansion!

Mais la situation générale de la France?

Ne tenons pas compte des discours du grand Charles à ce sujet. Ils sont toujours prodigieusement optimistes. Mais c'est tout... Nous savons le dédain qu'il a pour «*l'intendance*». Il n'y comprend, visiblement, rien et cela tient à son origine première puisque: militaire.

Par contre ses ministres, ses experts, ses techniciens économiques et financiers sont unanimes: *Tout va très bien*. Prenons au hasard des déclarations. Nos réserves monétaires sont à 2.605,7 millions de dollars, en mai dernier. Notre encaisse or (l'U.R.S.S. étant notre meilleur fournisseur actuel) était de 875,5 millions de dollars, etc... etc... quel trésor, mon trésor de Baumgartner. Notre commerce extérieur est excédentaire de 220 millions de NF en mai etc... etc...

La commission des comptes affirme que la France est en bonne santé! Nos banques aussi! D'ailleurs s'il en était autrement on ne gaspillerait pas des millions NF en beaux voyages, réceptions grandioses, manifestations spectaculaires...

Nous n'aurions pas une politique de grandeur et de force de frappe, d'autant plus magnifique qu'elle est intégralement inutile. Tout de même si les Russes ont Gagarine nous avons, nous, beaucoup mieux: Hector, qui a fait un bond dans l'espace de 100 km, au moins. Notre rat national vient même d'être père pour la quatrième fois! Tout ce prestige, c'est payant.

Debré est pessimiste et ordonne le 4% de hausse, pas plus, pour les salaires. Il a peur pour son plan! Pas pour nous. Preuves en mains, tous comptes faits, l'État et le Patronat réunis peuvent faire un plus gros

effort! Il y a des ressources. Que se passe-t-il du côté des travailleurs et des confédérations que nous appelons encore «*syndicales*»?

Ce n'est pas brillant. Les conditions de vie sont mauvaises. Trois millions de vieux vivent dans l'indigence, s'éteignent, lentement. Les retraités A.S. ou des Administrations vivent lamentablement (*les retraités militaires et de l'ordre faisant exception*). La Sécurité Sociale est un scandale. Les lois sociales sont violées, le patronat (avec la complicité tacite, souvent du personnel) se comportant à sa guise ou selon ses intérêts. Les travailleurs sont payés surtout de promesses arrosées de discours... Certains d'entre eux n'ont même pratiquement, le SMIG. Les libertés syndicales sont menacées. La réquisition est une des armes de l'article 16. L'enseignement laïque est sacrifié au profit du privé. Nos maîtres, professeurs, universitaires protestent dans le désert... Les vieux sont sacrifiés, mais les jeunes?

Les confédérations s'agitent sans troubler le Pouvoir à cause de l'Algérie et des espoirs de Paix!... Elles n'ont rien fait ou presque pour faire arrêter guerre, nettement impérialiste qui ne se prolonge qu'à cause d'intérêts économiques puissants.

Leur action se résume à des grèves démonstratives, d'avertissement, souvent de quelques heures. De démarches près des autorités. De revendications mendigotes et larmoyantes. Le retour aux 40 heures étant la plus audacieuse!

Tout cela en ordre dispersé sans liaison de Fédération à Fédération, sans éclat... sur la pointe des pieds.

Tout de même, il y a quelque mois, ça nous paraissait prendre tournure. Les grèves prenaient de l'ampleur, surtout chez les enseignants, les étatisés, les fonctionnaires. Puis ce fut le putsch d'Alger. La défense des libertés. Donc l'arrêt des mouvements revendicatifs. Et ce fut aussi l'article 16 et la menace des réquisitions! Depuis, c'est «*la trêve*» pour discuter dans la sérénité (sic) à cause d'Évian... Seul le secteur privé à de petits remous locaux. Pendant ce temps, Debré et le patronat, ne perdent pas leur temps. Les affaires ne chôment pas. Il y a mieux: nos dirigeants et maîtres préparent un nouveau plan. Cette fois c'est du sérieux.

Jugez. Des commissions sont à l'étude. Les directives sont à l'études: Production 24% de plus de 1962 à 1965. Progression des investissements publics et privés (plus de 40% sur 1961).

M. Massé, commissaire général s'est empressé de confirmer, implicitement, que le coup du 4% serait de règle pour les hausse de salaires. Citons textuellement: «*Si les salaires publics ou privés doivent être soumis à une discipline, à un réglage, cela n'est concevable que dans la mesure où les revenus du capital sont, eux aussi, soumis à un «réglage volontaire».*

Ainsi les salaires subiront un réglage forcé et pour les rentes, dividendes, profits, il sera volontaire!

Autres décisions. Pour assurer le succès du Plan, nous serons obligatoirement mis en condition par: brochures, télévision, films documentaires. Des cours sont prévus dans les programmes scolaires des enseignements: le primaire et le secondaire.

François DELURET.
